

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC(95)/ST/15

30 janvier 1996

(96-0299)

CONSEIL GENERAL  
13 et 15 décembre 1995

Original: anglais

## POLOGNE

Déclaration de M. J. Kaczurba  
Ministre conseiller, Représentant permanent

Comme les orateurs précédents, je tiens à remercier le Directeur général pour son rapport annuel et pour le message encourageant qui se dégage de ce tour d'horizon instructif de l'environnement commercial international.

L'année qui s'est écoulée depuis que l'OMC est effectivement entrée en activité permet une évaluation généralement positive du fonctionnement de l'Organisation et du système multilatéral dont elle est la championne.

Parmi tout ce que l'on peut retirer de cette année d'expérience de l'OMC, je voudrais signaler ce qui suit.

Premièrement, la première tranche des engagements en matière d'accès aux marchés semble avoir aidé à dynamiser le commerce international. C'est le cas pour la Pologne, tout au moins à l'importation. Par suite des importantes mesures prises pour l'ouverture du marché et d'une forte croissance du PNB de 6,5 pour cent, les importations polonaises ont augmenté cette année d'environ 30 pour cent en dollars, soit deux fois le rythme de l'an dernier, tandis que les exportations progressaient plus lentement. On s'attend à des résultats semblables en 1996, ce qui contribuerait à créer un environnement commercial plus concurrentiel, essentiel pour transformer le système.

Deuxièmement, si l'on considère la complexité du cadre juridique de l'OMC et les nouvelles charges administratives considérables qu'il entraîne pour les administrations nationales des Membres, on peut dire que l'intégration des règles de l'OMC dans les pratiques administratives et commerciales s'est très bien faite. Dans son rapport, le Directeur général procède à une évaluation juste et équilibrée de la situation générale dans ce domaine. Il reconnaît les progrès notables qui ont déjà été accomplis pour adapter le droit interne des Membres aux normes de l'OMC tout en soulignant le besoin d'accélérer ce processus. En ce qui concerne la Pologne, j'ai le plaisir d'informer le Conseil que les institutions des pouvoirs législatif et exécutif polonais ont procédé et continueront de procéder activement à une révision approfondie du droit et des procédures internes dans le but de les rendre conformes aux règles et prescriptions de l'OMC. Cela a déjà permis d'améliorer sensiblement la qualité du cadre réglementaire et sa compatibilité avec l'OMC dans des domaines tels que: l'administration douanière, les licences d'importation, les disciplines concernant les subventions, l'accès à notre marché en matière de services et d'investissements ou encore la protection de la propriété intellectuelle et industrielle, pour n'en nommer que quelques-uns. Une nouvelle législation douanière très étendue, fondée sur la réglementation correspondante de l'Union européenne, est actuellement soumise au Parlement. Elle sera complétée par de nouvelles réglementations sur les mesures antidumping, les sauvegardes, les mesures

./.

compensatoires et les mesures non tarifaires. Cet ensemble de dispositions devrait prendre effet au début du deuxième semestre de 1996. Il vise à satisfaire aux règles de l'OMC et à rationaliser notre système juridique interne dans le cadre de son adaptation à celui de l'Union européenne.

Troisièmement, dans son rapport, le Directeur général fait à juste titre ressortir l'importance des procédures de notification et encourage les Membres à intensifier leurs efforts pour se conformer aux dispositions pertinentes de l'OMC. Puis-je néanmoins faire remarquer que, malgré tous les efforts que l'on peut faire, l'étendue et la complexité du processus de notification constituent une véritable gageure compte tenu de la capacité administrative de bon nombre de gouvernements, dont le nôtre, notamment s'ils veulent donner à l'information fournie une qualité et une fiabilité de haut niveau. Par ailleurs, leur tâche n'a pas été facilitée par les débats prolongés au sein de l'OMC sur les détails de certains modèles de notification ni par la nécessité de traduire de longs textes juridiques lorsque les pays ont la malchance de ne pas avoir pour langue nationale une des langues officielles de l'OMC. Il convient donc que les Membres de l'OMC continuent pendant encore quelque temps à faire preuve, dans un esprit pragmatique, d'une certaine compréhension et d'une certaine souplesse en ce qui concerne le respect des obligations de notification.

Il y a beaucoup à faire pour ce qui est du vaste programme des nouvelles accessions. La volonté d'accéder à l'OMC devrait être et est effectivement accueillie favorablement et appuyée car c'est une preuve de plus de l'utilité de cette institution ainsi qu'un élément nécessaire de sa véritable universalité. Pour ce faire, il y a lieu de maintenir l'équilibre voulu entre un sens raisonnable de l'opportunité et la nécessité de préserver l'intégrité des règles et disciplines de l'OMC.

Enfin, au moment où nous nous lançons dans la préparation de la Conférence ministérielle de Singapour, je voudrais dire quelques mots du programme de travail pour l'année qui vient. De l'avis de mon gouvernement, l'attention devrait porter en priorité sur la pleine mise en oeuvre des engagements de fond concernant l'accès aux marchés ainsi que des autres obligations juridiques négociées qui ont d'importantes conséquences pour les Membres de l'OMC, tant individuellement que collectivement. Il nous faut aussi mener à bien des "tâches inachevées". Toutefois, il est également manifeste que l'OMC, dont les responsabilités ont été considérablement accrues en ce qui concerne la santé de l'économie mondiale, ne doit pas se détourner de questions qui dépassent son champ d'action actuel, pour autant que celles-ci puissent être efficacement gérées en son sein et qu'elles n'aillent pas à l'encontre des droits découlant des négociations du Cycle d'Uruguay. Il est donc essentiel que ces questions soient identifiées et qu'elles soient ouvertement et publiquement discutées dans le cadre institutionnel actuel de l'OMC et avec la plus grande transparence possible.